

Bonnes nouvelles

(c'est le 100 ième numéro)

Les « négociations » salariales, c'est fini. En 3 semaines, les propositions de la direction sont passées de 1,3 à 2 %. N'allez pas croire que c'est le talent des « négociateurs » qui a suffi à faire avancer les choses.

La direction n'a pas plus discuté que d'habitude. Elle s'est surtout écoutée parler. Un cours magistral sur la crise mondiale, une étude précise sur la catastrophe sociale avec les fermetures et les licenciements, sur la non augmentation des salaires dans de nombreuses entreprises. Une vraie leçon !

On aurait pu croire à un argumentaire anti-capitaliste tant était décrite l'incapacité de l'économie à fonctionner normalement et à produire rationnellement ce dont a besoin la population.

Mais non, il s'agissait au contraire de nous faire accepter les difficultés d'aujourd'hui et de demain. Pas question de nous faire espérer une vraie augmentation de salaire. L'objectif de la direction étant de donner le minimum ... en fonction évidemment de sa marge de manœuvre.

De ce point de vue, le fait que seule la CGT ait dénoncé clairement la baisse réelle des salaires (-4.66%), le fait que l'ambiance dans l'usine n'est pas vraiment à la mobilisation (voir le débrayage du 8 avril), tout cela n'aide pas à obtenir des améliorations. Ceci dit, nous vivons encore sur les acquis de notre mobilisation menée depuis deux ans. La direction a bien en mémoire toute notre lutte.

Un exemple, dès le début du rassemblement, à 10 heures, une voiture de gendarmes est venue faire un tour sur le parking CE, nous demandant si tout allait bien. Pendant la réunion, la direction a été très calme et plutôt pressée d'en finir ... au cas où des intrus auraient l'idée d'envahir la salle.

La direction se sert des 2 % pour dire que Ford fait un effort et pense à nous très fort. Comme pour la reprise, même baratin, il faudrait remercier Ford. Mais en réalité, les 2 % sont le fruit d'un rapport de forces établi ces derniers mois.



STOP AUX FERMETURES D'USINES

Il est impossible de croire que Ford se soucie des salariés. Ford licencie ailleurs (Angleterre et peut être Espagne) et rien ne dit que demain

nous n'allons pas subir de longues périodes de chômage ... payées à 70 % car il n'a pas été question d'améliorer l'indemnisation légale.

Les échéances qui arrivent seront cruciales. Nous avons tout intérêt à nous défendre sérieusement. La combativité ne règle pas tout mais elle aide réellement à faire respecter beaucoup de choses.

Un patron mesure en permanence ce qu'il peut faire passer ou pas. Et le résultat dépend en grande partie de l'ambiance dans l'usine. Il n'y a pas de fatalité ni pour l'avenir des emplois, ni pour les salaires, ni pour les accords collectifs.

Nous encaissons les 2 % aujourd'hui. Mais il ne sera jamais trop tard pour défendre notre niveau de vie. Encore une fois, nous ne lâcherons rien.



LA DIRECTION LICENCIE UN COLLÈGUE : UNE POLITIQUE INHUMAINE

Nous avons appris le licenciement de Fabrice pour faute grave. Il avait appelé le gardiennage, un samedi, pour dire qu'il avait entendu qu'une tuerie pourrait avoir lieu à Ford. Affabulation ou mauvaise blague ? Quoiqu'il en soit, Fabrice avait été condamné par le tribunal à 4 mois de prison avec sursis pour « divulgation de fausses informations ».

La direction applique la double peine en le licenciant. Pourtant, elle sait très bien que Fabrice est fragilisé psychologiquement. La direction parle d'un fait grave qui aurait suscité de grosses inquiétudes parmi le personnel. Invention. Mais à aucun moment elle n'a informé sur « l'affaire ».

Par contre, l'article de Sud Ouest (daté du 19 mars) avait été affiché dans les panneaux du service communication. Un article imprécis qui comprenait des erreurs. Mais la direction n'a apporté aucune rectification, se contentant de

laisser circuler des rumeurs. Une attitude condamnable et irresponsable. Elle a préféré régler à sa manière le cas de Fabrice, sans discussion. Alors que nous avons demandé à la rencontrer à la fois pour avoir des informations (car nous n'en avons que très peu) et pour discuter de la situation.

Nous dénonçons ce licenciement. Nous sommes convaincus qu'il y avait une autre solution. Il est profondément inhumain de traiter ainsi les collègues fragilisés psychologiquement. Il ne s'agit pas d'excuser le comportement de Fabrice mais de comprendre que des collègues peuvent connaître des moments difficiles surtout dans la situation que nous vivons. Une réponse plus sociale, plus médicale aurait dû être trouvée, en concertation avec le CHSCT par exemple.

La direction se moque de la santé des salariés. C'est le rouleau compresseur de sa logique économique sans pitié qui s'impose. C'est écœurant.

URGENCES (ÉPISODES INÉDITS)

Ces derniers jours, nous assistons à des scènes légèrement surprenantes. Alors que le niveau de production est particulièrement faible, que l'usine est fermée la semaine prochaine, voilà qu'il y a des situations d'urgence dans plusieurs secteurs.

On ne sait pas comment se débrouille la direction mais la production arrive à avoir du retard. Du coup, des dépannages doivent se faire rapidement, pas le temps d'arrêter les machines trop longtemps, des heures supplémentaires réapparaissent (le soir jusqu'à minuit) et l'assemblage attend les pièces.

La pression est mise sur les collègues mais aussi sur la hiérarchie qui stresse en se demandant s'il l'objectif de production sera atteint. Terrible !

Il y a comme une incapacité à gérer correctement la production. D'un côté, des baisses de production sont annoncées en CE, de l'autre les chiffres de production augmentent légèrement.

C'est à n'y rien comprendre. D'ailleurs la hiérarchie ne sait pas toujours où elle en est, ni ce qu'elle doit produire au juste. Au fait, comment on faisait à l'époque où on produisait 3000 transmissions par jour ?

ALLO, IL Y A QUELQU'UN ?

Nos camarades des autres syndicats se sont montrés très discrets sur la question des salaires. Pas un seul tract. Mais surtout, ils n'ont pas jugé utile de mettre au point une plateforme de revendication commune et d'organiser ensemble une action pour faire entendre nos exigences à la direction.

Nous ne pouvons que regretter ce refus d'unité pour un sujet qui touche tous les collègues. Ils ne vont quand même pas donner encore un « avis favorable avec réserves ».



DE QUELLE VIOLENCE S'AGIT-IL ?

Sarkozy s'en est pris aux « séquestrations » dont ont été victimes quelques patrons ces dernières semaines. « On est dans un état de droit, je ne laisserai pas faire les choses comme ça » a-t-il déclaré. Quel culot.

L'état de droit dont il se revendique permet pourtant de jeter des gens à la rue. La vraie violence c'est celle des patrons qui licencient en toute liberté.

POUR UN 1ER MAI DE LUTTE

Les manifestations énormes des 29 janvier et 19 mars auront une suite : le 1er mai. Même si une manifestation tous les deux mois ne suffira pas à imposer au gouvernement et au Medef de changer de politique, nous appelons à faire de cette journée une étape pour renforcer la mobilisation contre la crise, pour aller vers la généralisation des luttes. Car seul un mouvement général comme ont connu les Antillais peut changer la donne et imposer la défense du niveau de vie des salariés.

PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA

L'engagement d'achat vient d'être signé entre Ford et HZ, les NAO se terminent comme si de rien n'était avec une direction fidèle à ses habitudes, à savoir « endormeuse » et manipulatrice. Puis viendra le tour des accords collectifs, des nouveaux contrats de travail, l'externalisation, etc... où il va falloir encore négocier face à cette même direction.

Nous sommes actuellement dans un ventre mou, en plein expectative (« action d'attendre avant la réalisation d'une promesse »). A la vue de ce qui se passe autour de nous Caterpillar, Arcelor, Celanese ou encore Sony, Continental, Molex pour ne citer qu'eux. Il serait grand temps de prendre conscience que notre futur à besoin d'un réveil collectif. Seul notre combat quotidien fera qu'une direction ne pourra pas faire ce dont elle à envie, nous endormir.



FORD ET SES ENGAGEMENTS

Les usines de Visteon (Belfast, Enfield ...en Grande Bretagne) viennent de licencier près de 600 salariés, comme ça, en quelques minutes. Cette brutalité a provoqué la colère des ouvriers qui occupent leurs usines de Belfast et Enfield.

Ils s'opposent aux licenciements qui condamnent les salariés au chômage quasi certain étant donnée la situation sociale catastrophique.

Ils dénoncent aussi les conditions financières des licenciements. Ford s'est débarrassée de ces usines en 2000 mais s'était engagée à payer les mêmes indemnités de licenciement (avec les pensions retraites) que s'ils étaient restés Ford. Promesses non tenues visiblement.

Les grévistes exigent donc le respect des engagements et des accords signés. Normal.

GRÈVE À TOYOTA (VALENCIENNES)

Cette semaine, les salariés de l'usine de Toyota à valenciennes se sont mis en grève pour exiger le paiement à 100 % du chômage partiel.

Comme dans de nombreuses entreprises du secteur automobile, mais pas seulement, les salariés subissent des jours de chômage partiel étalés sur plusieurs mois. Au bout du compte, les pertes financières sont importantes.

La colère a donc fini par éclater à Toyota. Le patron venait de déclarer « je préfère crever que de les payer à 100 % ». Quelle détermination !

Les grévistes ont sorti un « journal de la grève », en voici un extrait du numéro 1 qui rend compte d'une assemblée générale : « Nous avons discuté des salaires et de la prime de 1000 euros qu'ont obtenu hier les salariés de Faurecia Somain suite à leur grève. On a aussi discuté du manque de respect vis-à-vis des ouvriers, des pressions et du chantage. On a discuté d'obliger Toyota à nous payer les jours de grève. »

Partout, les ouvriers doivent résister contre les tentatives des patrons de nous faire payer leur crise. Nos salaires doivent être maintenus.